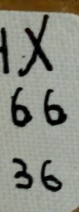
Socialisme de Gouvernement
et
Socialisme Revolutionnaire

Rappoport



Socialisme de Gouvernement

ET

Socialisme Révolutionnaire

PAR

Charles RAPPOPORT

AVEC UNE PRÉFACE

d'Edouard VAILLANT

DÉPUTÉ

Il est dans le caractère français de s'enthousiasmer, de se colérer, de se passionner pour le météore du moment, pour les bâtons flottants de l'actualité. Les êtres collectifs, les peuples, seraient-ils donc sans mémoire ?

BALZAC.

Prix : 50 cent.

EN VENTE
A la BIBLIOTHÈQUE DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS
7, Rue Rodier, 7
PARIS

Socialisme de Gouvernement

ET

Socialisme Révolutionnaire

PAR

Charles RAPPOPORT

AVEC UNE PRÉFACE

d'Edouard VAILLANT

DÉPUTÉ

> *Il est* dans le caractère français de s'enthousiasmer, de se colérer, de se passionner pour le météore du moment, pour les bâtons flottants de l'actualité. Les êtres collectifs, les peuples, seraient-ils donc sans mémoire ?
>
> BALZAC.

Prix : 50 cent.

EN VENTE
A la BIBLIOTHÈQUE DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS
7, Rue Rodier, 7
PARIS

PRÉFACE

La réunion dans la circonscription de Singer, son ordre du jour, le discours de Clara Zetkin, les articles ou filets, de *Justice*, de l'*Arbeiter Zeitung* et du *Vorwaerts* sont les derniers d'une série d'actes qui témoignent du retour, lent d'abord, et enfin presque entier, de l'opinion socialiste internationale en notre faveur. J'en avais eu la très nette impression à la réunion de décembre 1901 du bureau international à Bruxelles. Ce mouvement favorable s'est certainement accéléré, surtout en Allemagne, depuis qu'au Congrès de Lübeck le parti, assez organisé et puissant pour imposer sa discipline, a réprimé les dissidences semblables à celles de nos ministérialistes et fait rentrer dans le rang leurs alliés.

Il a fallu du temps et une connaissance exacte de la situation pour amener un rapprochement, dont nous n'avons jamais douté, mais qui a pour nous d'autant plus de valeur et que nous avons d'autant plus de plaisir à constater, qu'il lui a fallu plus de réflexion et de volonté, et qu'il était, par la force des choses, de la doctrine et de la tactique du parti, plus nécessaire et assuré.

Lors de la consultation internationale et de notre manifeste, il n'est guère de socialistes étrangers qui n'aient, à la fois, et sans se rendre compte de la contradiction qui opposait irréductiblement l'un à l'autre leurs deux avis, blâmé notre attitude dans l'affaire Dreyfus et approuvé notre condamnation du ministérialisme.

A cette époque, nous n'avions pas d'organe quotidien; le *Petit Sou* n'était pas né. Et si la doctrine et tactique commune à tous les partis du socialisme international suffisaient pour conclure à l'impossibilité socialiste du ministérialisme et de la participation au pouvoir de la bourgeoisie, les indications utiles manquaient encore à nos amis pour se rendre compte, pour savoir que l'action des ministérialistes pendant l'affaire Dreyfus, leur union avec les partis qui l'avaient menée étaient intimement liées avec leur entrée par délégation au nouveau ministère qui en avait été la reconnaissance, le prix.

Ils ne commencèrent à voir un peu plus clair que quand, suivant nos prévisions, les ministérialistes, satisfaits du résultat, arrivés au but, interrompaient brusquement, à l'avènement de leur ministère, la campagne dreyfusarde, que l'*Aurore* et ses militants convaincus continuaient, contre le militarisme avec ardeur. Nous nous y retrouvions avec ces militants.

Il ne se trouvait pas, alors, un seul socialiste à l'étranger, pour nous entendre, quand nous protestions contre l'accusation d'une prétendue et impolitique neutralité dans une affaire qui

avait si profondément agité le pays. Non seulement, et tout d'abord, nous nous étions, et à fond, engagés, mais nous avions convié et n'avions cessé de convier les socialistes à une action distincte, uniquement dirigée contre le militarisme et le nationalisme césarien, profitant de tous les incidents de l'affaire, mais reléguant à son vrai plan la question personnelle, qui était capitale pour les autres partis et leur raison d'union et combinaison politique et arriviste.

Nous avons mené cette action socialiste et antimilitariste dans toute la mesure où nous l'avons pu;et si elle n'a pas eu la force qu'il eût fallu, c'est que nos conseils n'ont pas, près de tous, prévalu. Nous ne doutons pas, maintenant, que nos amis de l'étranger nous rejoignent, que leur critique des événements antérieurs nous rendra justice et qu'ils verront mieux la vérité d'une politique dont un instant ils ont méconnu l'unité, la suite logique et nécessaire.

Dans la période de leur incertitude, plusieurs nous ont été fidèles. Non seulement Rosa Luxembourg, Kautsky, Clara Zetkin, Parvus, Plekhanoff combattaient avec nous pour la même cause, mais ils prenaient notre défense devant leurs compatriotes abusés. Ils exposaient au risque d'ennuis personnels, les événements, les conflits du socialisme français, dans leur vérité. Et, maintenant que le résultat est presque atteint, que la partie est presque gagnée par eux, nous ne pouvons trop leur dire notre reconnaissance. Nous ne pouvons, d'ailleurs, mieux la leur témoigner qu'en redoublant de zèle pour cette unité socialiste

révolutionnaire dans le Parti socialiste de France, dont ils ont été les défenseurs, dès la première heure. et, quand elle nous était adverse, devant l'opinion socialiste internationale.

A ceux de nos amis qui étaient curieux de suivre les moments de l'évolution de cette opinion, inclinant de plus en plus vers nous, nous ne pouvons trop recommander la lecture attentive des articles qu'a publiés, dans le *Petit Sou*, le citoyen Rappoport. Il n'est pas de Français qui participe plus intimement que lui au mouvement de l'esprit socialiste international ; et, ainsi que le montrent ces si remarquables articles, l'état et le développement de son jugement en sont l'image et l'expression exactes.

Il ne faut pas que nous oublions que les plus grandes difficultés que nous avions jusqu'ici rencontrées viennent des préjugés artificieusement entretenus contre les organisations socialistes par ceux qui en poursuivent la désorganisation. Tout ce que nous pourrions dire n'y changera rien. Il n'y a qu'une réponse qui porte, c'est le progrès, le succès de l'œuvre unitaire qu'elles ont entreprise et où chacun des socialistes sincères, mais encore incertains, devra, tôt ou tard reconnaître que, pour la sauvegarde même de sa libre indépendance, sa place est assignée.

Edouard VAILLANT.

AVANT-PROPOS

> *Il est* dans le caractère français de s'enthousiasmer, de se colérer, de se passionner pour le météore du moment, pour les bâtons flottants de l'actualité. Les êtres collectifsr, les peuples seraient-ils donc sans mémoire ?
>
> BALZAC.

Le 14 juin 1899 Jaurès me posa cette question : Un socialiste peut-il et doit-il prendre la responsabilité du pouvoir central de la bourgeoisie? C'était au moment de la crise ministérielle, après la démission de M. Dupuy à la suite de l'interpellation Vaillant. Je répondis : Pour ma part, non. Je mis en avant comme argument, que je crois aujourd'hui encore décisif, — les événements que l'on sait l'ont prouvé — l'intervention éventuelle du gouvernement dans les conflits entre patrons et ouvriers. « Dans les grèves, disais-je, les troupes, sur l'ordre du gouvernement, tireront sur les grévistes. Et le parti socialiste au pouvoir en sera responsable. »

Le soir du même jour, j'avais à parler au nom de l' « Union Socialiste Révolutionnaire Russe » au banquet donné en

l'honneur de Pierre Lavroff par ses amis et coreligionnaires politiques à l'occasion de son soixante-seizième anniversaire. En m'adressant au grand penseur révolutionnaire, je disais : « Vous devez être heureux en jetant un coup d'œil rétrospectif sur votre longue carrière socialiste et révolutionnaire. Vous avez vu le mouvement socialiste grandir. Il est devenu une force universelle. En voilà une des preuves les plus récentes. Les représentants de la bourgeoisie française affolés s'adressent, en un moment de crise, aux socialistes pour leur offrir le pouvoir. Je ne ferai l'injure à aucun socialiste de supposer qu'il puisse accepter ce cadeau compromettant. »

Sans le vouloir et sans le savoir j'ai dit à ce moment du mal de M. Millerand qui a accepté de partager le pouvoir avec M. de Galliffet et qui récemment encore a promis, avec l'approbation de ses amis, de continuer.

Pourtant je suis resté avec ceux qui ont applaudi à cette participation d'un socialiste à la gestion ministérielle des affaires bourgeoises pendant près de trois ans.

Je vais expliquer pourquoi. Non que j'attribue à ma personne une importance exagérée ! mais mon cas est typique. Et je pourrais bien intituler ce premier article : « La psychologie d'un socialiste révolutionnaire égaré dans le camp nistérialiste ». Ce n'est donc pas un sentiment misérable d'amour-propre qui m'a poussé à commencer ces études sur le ministérialisme par des réflexions d'ordre personnel. Tout au contraire.

L'affaire Dreyfus battait son plein. Avec presque l'unanimité des socialistes étrangers j'ai été convaincu que Jaurès et ses amis « ont sauvé l'honneur du socialisme » en France. Dans cette affaire nous n'avions vu que le côté révolutionnaire, antimilitariste. Ne connaissant que la surface du mouvement, nous étions moins perspicaces que les Guesde et les Vaillant. Nous n'avions pas prévu les conséquences nécessaires et toutes naturelles d'une action parallèle avec des éléments par trop hétéroclites dont l'objectif direct n'était rien moins que socialiste. Nous n'avions même pas entrevu cette simple et élémentaire vérité qu'en concentrant *toute* l'action socialiste sur un cas individuel, nous créions un nouveau privilège : celui du martyre. Le prolétariat-martyr a dû céder sa place, dans les préoccupations des socialistes, au Dreyfus martyr privilégié, martyr de choix. Il est vrai que ce n'était qu'un côté de l'Affaire. Mais c'était le côté le plus évident, celui qui s'imposait à la conscience des masses. Au moment de la lutte nous n'aperçûmes pas de cela. Nous avions pour ainsi dire cessé, jusqu'à nouvel ordre, d'être socialistes pour n'être que « Dreyfusards ». Et si nous avons aujourd'hui une amnistie à réclamer c'est pour nous et de la part de nos camarades socialistes et révolutionnaires que nous avons alors calomniés dans notre ardeur dreyfusarde pour leur crime de clairvoyance.

Une autre idée nous hypnotisait. C'était l'Unité des forces socialistes. Pour nous, Jaurès et ses amis étaient non seulement la Justice: ils étaient aussi l'Uni-

té. Ils incarnaient pour nous la fin des discordes socialistes, la paix socialiste, durable et définitive. L'armée socialiste marchant comme un seul homme à l'assaut de la société capitaliste — quel rêve magnifique ! Nous avons haï, sincèrement haï les adversaires de Jaurès et de la *Petite République* comme des sectaires partisans de la division ou de la désunion socialiste. Ce rêve — hélas ! — s'est évanoui à la clarté des événements, à la lumière crue des faits. L'idée de l'Unité a été délibérément sacrifiée par ses plus chaleureux protagonistes à celle de la participation au pouvoir. Nous le démontrerons. Aujourd'hui nous ne trouvons une unité efficace, solide, unité de doctrine et unité d'action, que chez les prétendus « sectaires ». Nous ne trahissons donc pas notre rêve d'unité en allant chez les socialistes révolutionnaires. Tout au contraire. En revenant au socialisme révolutionnaire, nous revenons à l'Unité, à l'Unité sans phrases.

Une autre préoccupation nous retint longtemps dans un camp où l'esprit dominant n'était jamais le nôtre, c'est celle de l'autonomie. Nous étions sincèrement convaincus que le socialisme révolutionnaire est à la merci de quelques « pontifes ». L'idée fédéraliste paraissait inspirer les organisations jeunes et indépendantes qui se groupaient autour du comité général. Plus tard, en regardant les choses de plus près, nous nous sommes aperçus que c'était là une pure apparence.

Pour les pontifes « indépendants », l'idée fédéraliste n'est qu'une machine de guerre contre les vieilles organisations.

En tous cas, nous voyons infiniment plus de garanties pour l'autonomie des individus et des groupes dans une organisation solide et durable dont les chefs, c'es-à-dire les militants qui sacrifient le plus à la cause socialiste, s'identifient avec leur parti, que dans un corps inorganisé et chaotique, qui est à la merci de ses grands hommes et de ses non moins grands journaux, les uns etles autres se trouvant « hors contrôle ». Les « coups de tête » des chefs indépendants sont, au point de vue socialiste, infiniment plus dangereux que « les coups de main » des révolutionnaires dont parle la motion Kautsky... Dans un parti bien organisé, avec ses congrès périodiques, avec des groupes ayant un contrôle réel, avec un organe au service du parti, l'autonomie la plus large peut et doit marcher de pair avec l'unité nécessaire pour la propagande et la lutte contre un adversaire redoutable et organisé.

Les vieilles organisations « sectaires » nous apparaissent comme un instrumen indispensable de l'action et la garantie de la véritable autonomie des groupes et des militants. Il est vrai, qu'avec ce système, nous risquons de ne plus avoir des ministres dits socialistes « hors contrôle » et autonomes,ne se souvenant des « décisions de leur parti » que lorsque ces « décisions » ne les gênent plus dans leur œuvre de « collaboration de classe », et tout à la fin de leur carrière ministérielle qui coïncide précisément avec le commencement de la campagne électorale.

Nous étions aussi retenus dans l'autre camp parce que nous croyions trouver

chez Jaurès et ses amis des trésors inépuisables d' « idéalisme social », un culte ardent des grandes idées humanitaires, en un mot, la Justice et la Vérité en personne. Mais au lieu de tout cela, nous avons eu quotidiennement à enregistrer la participation aux bénéfices gouvernementaux, l'amnisitie des généraux faussaires, l'approbation par les chefs les plus autorisés de l'alliance avec le pendeur de toutes les Russies, la justification de la politique coloniale, etc., etc. Mais en voilà assez pour corroborer le mot de la citoyenne Rosa Luxembourg : « Les Guesde et les Vaillant ont fait plus que sauver l'honneur du socialisme. Ils ont sauvé le socialisme français lui-même ».

Et voilà comment, en bons dreyfusards, nous sommes arrivés à sentir un besoin irrésistible de « libérer, à notre tour, notre conscience ». Nous ne trahissons personne. Nous restons fidèles au socialisme, à nous-même.

Nous redevenons « sectaires ».

ÉVOLUTION & REVOLUTION

La *Nouvelle Méthode* est évolutionniste. La *Nouvelle Méthode* est réformiste. La *Nouvelle Méthode* tient avant tout à la légalité. Elle est donc, surtout, légaliste. Pour la bien comprendre, dans toute sa beauté, dans toute sa grandeur, nous avons à étudier successivement ses conceptions de l'évolution, de la réforme et de la *révolution légale*. Nous procédons par ordre et nous commençons par l'évolution.

Les partisans de la *Nouvelle Méthode*, par excès de loyauté, sans doute, mettent dans la bouche des révolutionnaires des stupidités dont ils n'ont, naturellement, que trop facilement raison. Les révolutionnaires, disent-ils à qui les veut entendre, croient que la révolution sociale sera le résultat d'un coup de main, d'une échauffourée avec la police, ou, mieux, pour employer une expression favorite du Ministre (est-il besoin de le nommer ?), d'un « coup de baguette magique ». Les révolutionnaires sont travestis en mages sociaux, en faiseurs de miracles. Et les réalistes du socialisme de gouvernement—en THÉORIE très idéalistes, très intégralistes — ne manquent jamais l'occasion d'afficher un mépris souverain pour ces rêveurs de catastrophes impossibles. Eux seuls sont en ac-

cord complet avec la science moderne, basée sur l'idée de l'évolution. Les révolutionnaires sont des romantiques, des attardés, en un mot des utopistes. Bernstein n'a-t-il pas dit que Marx lui-même fut souvent un vulgaire blanquiste ?

Quelle est la réalité ?

Constatons d'abord que tous les grands maîtres du socialisme contemporain, ceux-là mêmes qui y ont introduit l'idée de l'Evolution, qui en ont, en quelque sorte, saturé les esprits, Karl Marx, Frédéric Engels, Ferdinand Lassalle, Pierre Lavroff furent pendant toute leur vie des révolutionnaires convaincus. C'est un fait indéniable. Et nous le prouverons.

On a comparé l'œuvre sociale de Karl Marx à celle de Darwin dans le domaine de la Nature. En effet, son œuvre classique, le *Manifeste*, le seul, peut-être, des livres de notre temps qui contienne, sous une forme aussi restreinte (une trentaine de pages), tant d'idées géniales et fécondes, développe tout un système d'Evolution de la société capitaliste. Dans le *Manifeste*, nous voyons le socialisme sortir, par la seule force des choses, des entrailles mêmes de la société capitaliste. C'est le capitalisme lui-même qui produit son propre « fossoyeur », le prolétariat organisé en parti de classe.

Or, le *Manifeste* se termine par la déclaration ultra-révolutionnaire que voici :

« Les communistes considèrent comme indigne de dissimuler leurs conceptions et leurs desseins. Ils déclarent franchement que leur but ne saurait être atteint que par la *destruction violente* du régime social actuel. *Que les classes do-*

minantes tremblent devant une révolution communiste. Les prolétaires n'ont à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. »

Nous sommes loin, ici de la théorie « *Ayons peur de faire peur* » qui a conduit son auteur au ministère du commerce. Et, pourtant, Marx a mis définitivement en déroute tous les faiseurs de miracles, tous les fabricants de petits projets présentés comme autant de panacées propres à sauver la société de la misère capitaliste. Il est vrai qu'il n'a pas prévu le projet de la participation des socialistes au pouvoir central de l'Etat bourgeois qui rend la révolution inutile et surtout dangereuse. Un parti révolutionnaire qui ne fait pas peur à ses adversaires est mûr pour le gouvernement. Mais jamais il ne « conquerra le monde ».

L'idéaliste Pierre Lavroff, dans la question de la révolution violente, était pleinement d'accord avec Marx, le matérialiste. Il prêcha, durant toute sa vie glorieuse, la Révolution au nom de la raison, «de la justice et de l'humanité». Il chercha à établir scientifiquement que « tout socialiste qui pense logiquement doit être révolutionnaire ». Et il ajoutait toujours que la Révolution ne saurait se faire sans violence. Or, Pierre Lavroff a introduit la philosophie scientifique en Russie, contribuant ainsi plus que personne à la défaite des idées métaphysiques et théologiques dans son pays. Il fut l'ennemi juré du miracle, y compris le miracle de la transformation sociale par la *participation.*

Les partisans de la légalité quand mê-

me se plaisent à citer une *Préface* d'Engels où il trace un tableau magnifique de la croissance du parti socialiste pendant la période légale. Mais les malins oublient d'ajouter qu'Engels lui-même protestait contre cette publication en affirmant que ses idées avaient été faussées par l'omission d'une conclusion contenant une affirmation nettement révolutionnaire.

On invoque également le mot de Marx qu'en Angleterre la Révolution pourrait se faire pacifiquement et légalement. Dans sa Préface à la traduction anglaise du *Capital*. Engels en rapportant les paroles de son grand ami, écrit : « Mais il n'oubliait jamais d'ajouter qu'il doutait extrêmement que les classes dominantes, en Angleterre, cédassent à une révolution pacifique et légale ». (*The Capital Introduction*, 1887). Autrement dit : la révolution sera superflue si les classes dominantes se trouvent en goût de suicide. Il est évident que Marx, qui connaissait à fond l'état économique de l'Angleterre, entendait dire uniquement que toutes les conditions matérielles et techniques de la Révolution s'y trouvent réalisées. Pour que la Révolution s'accomplisse, il ne manque que le levier révolutionnaire. « La force est l'accoucheuse de toute nouvelle société ». On ne peut nier les douleurs et les violences de l'enfantement sous prétexte que l'embryon se développe d'une façon lente et régulière. Autant nier les éruptions volcaniques en alléguant que la géologie moderne a abandonné la théorie catastrophique de la formation de notre terre. L'enfant se développe pacifiquement,

« légalement », mais il vient au monde *révolutionnairement*. Les forces souterraines s'accumulent lentement, invisiblement, mais une fois arrivées à un certain degré d'intensité elles font explosion. « Les révolutions, dans l'histoire, sont aussi nécessaires que les tempêtes dans la nature », écrit Malon, que nos bons évolutionnistes ne qualifieront pas de « sectaire ». Certes, cette sorte de « tempête » n'est pas favorable aux combinaisons ministérielles. Mais depuis quand les phénomènes de la nature et de l'histoire se règlent-elles sur les décrets des ministres, fussent-ils « hors contrôle » ?

En 1887, au Congrès de Saint-Gall, Bebel, qui n'est rien moins qu'un rêveur romantique, déclara : « Celui qui dit que le but final du socialisme se réalisera par la voie pacifique ne connaît pas ce but final, ou se moque de nous ».

Il y a plus. C'est seulement à sa période scientifique, basée sur l'idée et le principe de l'évolution, que le socialisme s'affirme comme révolutionnaire. Les grands utopistes, les Fourier, les Owen, les Saint-Simoniens étaient des pacifiques. Ils réclamaient la transformation sociale pour faire l'économie d'une « révolution ».

C'était précisément la période où les réformateurs sociaux s'adressaient aux monarques, réunis à Aix-la-Chapelle, pour solliciter leur « collaboration » à la réforme sociale au nom de la « conservation sociale ». C'était aussi le bon vieux temps où le noble rêveur Fourier attendait chaque jour, à heure fixe, son « millionnaire », sauveur pacifique de l'humanité souffrante.

Le triomphe de l'esprit vraiment réaliste fut en même temps celui de l'esprit révolutionnaire. Il n'y a que les empiriques qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez ou qui ont intérêt à se dissimuler la vérité historique pour croire que la révolution est contraire à l'évolution dont elle n'est, en réalité, que l'aboutissant fatal et irrésistible. *Ainsi, la période utopique du socialisme fut pacifique. La période scientifique adopte la tactique révolutionnaire.*

Ferdinand Lassalle, qui fut le promoteur du suffrage universel en Allemagne, homme d'action immédiate et pacifique par excellence, préconisait la révolution comme un moyen d'aboutir même dans toute œuvre réformiste sérieuse.

Il citait de grandes réformes qui n'ont pu être réalisées que par une révolution. Pour lui, comme pour tout socialiste moderne, la révolution n'est qu'un moment, une période de crise dans l'évolution dite « normale » de la société, *une évolution qui aboutit.*

L'abîme que nos ministérialistes veulent découvrir entre l'évolution et la révolution sous sa forme soudaine et violente n'existe que dans leur imagination. Mais il existe un abîme infranchissable entre la révolution et le ministérialisme. Nous allons voir pourquoi et comment.

LA CONTRE-RÉVOLUTION

Le ministérialisme, qui prétend effectuer la transformation sociale avec l'aide et le concours des pouvoirs bourgeois, est, logiquement et fatalement, conservateur et contre-révolutionnaire. En effet, le gouvernement actuel, ou le pouvoir central bourgeois, a pour mission de sauvegarder le régime social établi. Il veille, selon la formule classique, à la sûreté des personnes et des propriétés. Autrement dit : des propriétaires et de leur propriété. Car les prolétaires, les misérables, ont, d'une façon générale, dans leur misère même, une garantie suffisante de leur sécurité personnelle. Le pouvoir central est gardien de l'ordre par excellence. Il est ,avant tout, le gendarme né de la société bourgeoise, le « veilleur de nuit », comme on l'appelait souvent. Le révolutionnaire est son adversaire naturel, l'ennemi. Il est l'éternel perturbateur, le trouble-fête, le danger permanent, le mal à extirper.

Il est vrai que si le gouvernement tient à capter la confiance du peuple, il ajoute au mot « Ordre » le mot « Progrès ». Et sa devise la plus démocratique, la plus

sortable, celle qui lui sert de thèse dans ses déclarations officielles, devient, dans sa forme la plus complète « *Ordre et Progrès* ».

Mais pour que l'ordre ne soit pas troublé, il faut, coûte que coûte, que le progrès soit pacifique. Lorsque le gouvernement a à choisir, il sacrifie toujours le progrès aux considérations de l'ordre. La sécurité de la rue lui tient plus à cœur que le bien-être et le bonheur des citoyens qui passent. Et, chaque fois qu'il est forcé, par une pression extérieure, de faire un pas en avant, le pouvoir bourgeois s'excuse et cherche à se justifier par des raisons de sécurité publique. Il laisse entendre à ses clientes, les classes riches, qu'elles sont acculées à un terrible dilemme : la vie ou la bourse. Et les capitalistes s'exécutent. En faisant mille grimaces, ils finissent par accorder quelque misérable retraite aux vieillards ou quelque chose d'analogue.

On a discuté longuement sur le rôle social de l'Etat. La conception de l'Etat peut différer d'un socialiste à un autre, d'une école à une autre. La conception de l'Etat de Marx et d'Engels n'était pas celle de Lassalle. Marx montrait toujours l'État actuel défendant en première ligne les intérêts des classes dominantes. Lassalle, sous l'influence de la philosophie idéaliste, construisait un Etat idéal, champion des intérêts généraux de la société, l'Etat ami de tout le monde, l'Etat d'Aristote, de Hegel et de Fichte. C'est une thèse à discuter. Mais ce qui est indiscutable, c'est que le gouvernement bourgeois, — pouvoir central de l'Etat capitaliste, exécuteur de ses

hautes et basses œuvres, son agent ou son domestique, — n'est qu'un instrument passif et oppressif au premier chef. Il arrête, emprisonne, fusille — selon les besoins et les circonstances — les ennemis de la société établie, les adversaires militants de la propriété bourgeoise.

Il y a donc confusion. Si nos ministérialistes ont pu, un moment, croire utiliser le pouvoir central dans un but socialiste, c'est qu'ils ont, ainsi que les politiciens du radicalisme, grossièrement confondu l'organe du pouvoir central avec l'Etat, le pouvoir ministériel avec le pouvoir social, dont ils ignorent complètement la nature et la fonction.

L'Etat, ce n'est pas le gouvernement. C'est plus que le gouvernement. C'est toutes les forces sociales organisées. C'est la Constitution, le Parlement, les institutions municipales, communales et départementales, le suffrage universel et, jusqu'à un certain point, l'opinion publique, la presse. Ce sont les forces vives de la société. Elles sont l'initiative. Elles sont l'action. Le pouvoir central ne fait qu'exécuter leurs ordres ou enregistrer, sous forme de lois, leurs volontés. Si ces forces sont réactionnaires, le gouvernement l'est aussi en y ajoutant un peu du sien. Si elles lui imposent des réformes, il est, bon gré mal gré, obligé d'obéir. Les hommes d'Etat du socialisme de gouvernement, qui ne voient pas plus loin que la durée de leur ministère, sont victimes d'une étrange confusion et de la méconnaissance de la véritable nature de la société bourgeoise et de ses organes poli-

tiques. *Ils confondent l'Etat avec le ministère*, l'instrument avec l'ouvrier.

Lorsque Waldeck-Rousseau, pour prendre un exemple récent, déclara, au nom du gouvernement tout entier, ne pas vouloir supprimer le budget des cultes, parce que, disait-il, la majorité lui ferait défaut, nul, à la Chambre ou en dehors, ne songea à lui demander de prendre l'initiative de constituer une majorité pour cette réforme depuis longtemps promise par les politiciens radicaux. C'est non seulement parce que Waldeck-Rousseau tient, au fond, à ne pas s'aliéner outre mesure le ciel et ses représentants, mais aussi, et surtout, parce que toute initiative sérieuse n'est pas affaire du gouvernement, lequel est conservateur par définition. Il est, toutefois, mieux outillé pour le mal — c'est dans la tradition — que pour le bien.

Pour lui faire faire le bien, il faut la mise en demeure de la nation ou d'une classe organisée, la menace révolutionnaire de lui tordre le cou ou, mieux encore, la Révolution elle-même. Le gouvernement ne se déplace jamais pour une réforme que sous le fouet. La loi — qui n'en est pas encore une — sur la journée de huit heures dans les mines en est une preuve de plus, et toute récente.

Le caractère conservateur et contre-révolutionnaire du pouvoir central bourgeois s'est manifesté dans toute sa laideur pendant la crise provoquée par l'affaire Dreyfus. Le premier souci du gouvernement — porté au pouvoir par l'« Affaire » — fut de l'étouffer juste au moment où l'on pouvait en tirer quelque

réforme utile, ou au moins une leçon salutaire. Nous ne croyons pas que les Waldeck et les Millerand aient un goût arrêté pour la trahison. Au contraire. Ils sont restés fidèles à la tradition gouvernementale.

En effet, les gouvernements cherchent toujours à éviter toute agitation et tout ce qui peut créer du trouble, empècher de diriger les affaires de l'Etat et de... digérer en paix. Une fois que les Millerand et les Waldeck eurent récolté ce que les autres avaient semé, ils arrêtèrent le mouvement et commandèrent le silence qui fut on ne peut plus fidèlement gardé. L'amnistie fut votée, enlevée même. L' « incident fut clos ». Et M. Millerand déclara hautement à ses amis, les patrons de la Chambre de commerce, que « jamais on n'armerait le peuple contre la bourgeoisie ».

M. Millerand est au pouvoir; M. Millerand est satisfait. Quand M. Millerand a bu, la France est ivre.

Si le gouvernement avait pu emprisonner ou supprimer toute l'histoire de l'humanité, qui n'est qu'une longue suite de révolutions, il l'aurait fait de grand cœur, par amour de l'ordre et de la paix. Il paraît que M. Millerand lui-même appelle cela la « conservation sociale ». C'est à cette œuvre de duperie systématique, de paralysie sociale, qu'il s'est engagé à collaborer avec son ami Waldeck. Il y a mis toute sa persévérance, toute l'habileté dont il est capable.

Un parti révolutionnaire qui s'associe à cette besogne se suicide, trahit sa cause.

Car la raison d'être d'un parti de Révolution est dans l'action, dans l'initiative, dans l'agitation, dans la propagande. Elle est surtout dans l'éducation et l'organisation des classes deshéritées, révolutionnaires par instinct et par intérêt. Or, un gouvernement qui n'a pas un mandat révolutionnaire fait le contraire. Il y a donc opposition irréductible entre les deux. Ceci tue cela. Et voilà pourquoi les socialistes de gouvernement ont été, par la force des choses, amenés à renier la Révolution au fur et à mesure qu'ils adhéraient à la théorie de la *participation*. Nous allons le prouver, pièces en main.

LÉvolution de Jaurès

La Révolution et le ministérialisme sont inconciliables. Il faut choisir.

Jaurès, le théoricien éminent du ministérialisme, a fait son choix. Il sacrifie la tactique révolutionnaire à son idée de la *participation* qui, depuis le discours de Lille, est le but, avoué et proclamé de sa politique.

Jaurès a commencé par se déclarer socialiste révolutionnaire. Je ne parle pas ici de ses débuts dans certaines réunions, comme chansonnier révolutionnaire, lorsqu'il entonnait lui-même devant les braves Carmausains, les paroles enflammées :

> Ah ! ça ira, ça ira,
> Tous les bourgeois on les pendra.

Je ne m'arrête pas non plus aux déclarations platoniques contenant des affirmations nettement révolutionnaires. Il a fait plus et mieux. Pendant l'affaire Dreyfus, Jaurès a fait entendre, à plusieurs reprises, qu'il ne reculerait pas devant un appel direct à la violence. Ses déclarations à ce sujet sont formelles. Les voici : Le 31 janvier 1899, à propos de la loi de dessaisissement, proposée

par M. Dupuy, Jaurès déclare la France « en état révolutionnaire» .

Il écrit :

C'est au prolétariat de s'affirmer et de grandir dans cette tourmente. Il le peut si dans la débâcle de tous les pouvoirs et dans la convulsion de la société bourgeoise se déchirant et se salissant elle-même, il a de l'esprit de suite et de la vigueur.

Il est fermement convaincu :

La Révolution sociale qui doit transformer le fond même des choses, *se heurterait nécessairement à des résistances sans nombre, violentes ou sournoises.* (*Petite République* 1899, numéro 8.372, p. I).

Le 2 février de la même année :

L'affaire Dreyfus devient *pour la France et la République* une question *de vie et de mort.* Et le pays républicain — c'est toujours Jaurès qui parle — n'ayant *plus de point d'appui légal*, puisque les gouvernants le brisent, est obligé de *se sauver lui-même. S'il est capable de ce grand effort, jamais crise nationale n'aura été plus salutaire.* (*Petite République*, numéro 8.329, p. I).

Le 10 février de la même année, Jaurès parle « des désastres possibles de demain » (*P. R.* N°8.337, p. I).

Le 14 février, il défie les juges de « condamner de nouveau le martyr ».

Je voudrais voir, écrit-il, ce que dit, ce que pense et ce que rêve *un grand peuple passé tout entier à l'état de crime*, et de quel délire étrange sa conscience, enfin, serait bouleversée. *Il essaierait quelque temps de s'étourdir par l'hypocrisie des fictions légales, mais, malgré tout, il ne pourrait tenir*

longtemps contre son propre crime. (*Petite République*, numéro 8.341, p. I).

« Le martyr » a été « condamné de nouveau ». La République garde dans « son sous-sol le cadavre d'un innocent », et pourtant Jaurès s'est tû. Non seulement il ne parle plus de la Révolution, mais il dépense des trésors d'éloquence et de dialectique pour nous faire croire que la Révolution sociale s'accomplira pacifiquement, légalement. Il publie article sur article contre la tactique révolutionnaire, contre la grève générale, qu'il avait préconisée, au point de déclarer traître à la Révolution le Parti Ouvrier Français, pour s'être refusé à considérer la grève générale comme seul moyen révolutionnaire possible.

Et il écrit :

Ce n'est pas par le *contre-coup imprévu des agitations politiques que le prolétariat arrivera au pouvoir, mais par l'organisation méthodique et légale de ses propres forces sous la loi de démocratie et de suffrage universel.* Ce n'est pas par l'effondrement de la bourgeoisie capitaliste, c'est par la croissance du prolétariat que l'ordre communiste s'installera graduellement dans notre société. A quiconque accepte *ces vérités désormais nécessaires, des méthodes précises et sûres de transformation sociale ne tardent pas à apparaître.* Ceux qui ne les acceptent pas nettement, ceux qui ne prennent pas vraiment au sérieux *les résultats décisifs du mouvement prolétarien depuis un siècle, ceux qui rétrogradent jusqu'au Manifeste communiste si visiblement dépassé par les événements*, ou qui mêlent aux pensées directes et vraies que la réalité présente leur suggère des pensées anciennes d'où la vérité a fui, *ceux-là se condamnent eux-mêmes*

à vivre dans le chaos. (Etudes socialistes, par Jean Jaurès, édition du citoyen Peguy. 1902, p. LXXXIII-LXXXIV.)

Quel est le miracle qui a fait de Jaurès, le révolutionnaire farouche de l'Affaire, rejetant avec mépris loin de lui « l'hypocrisie des fictions légales », un prophète radieux d'une évolution pacifique et légale ? La participation de son ami Millerand au pouvoir central de la bourgeoisie. C'est cette « réalité présente » qui lui a suggéré ses « pensées directes et vraies ».

Maintenant, il s'indigne contre la « phrase révolutionnaire ». Il laisse substituer à la propagande révolutionnaire vivifiante et réconfortante, la phrase opportuniste qui démoralise et endort.

Et tout cela après avoir lui-même déclaré, dans le même article déjà cité qu' « *il nous est impossible de savoir*, avec certitude, *par quel moyen précis*, sous quel mode déterminé, et à quel moment, l'évolution politique et sociale s'achèvera en communisme » (*Etudes socialistes*, p. XLIV). D'une part, Jaurès avoue *ne pas savoir* par quel moyen se fera la transformation sociale ; d'autre part, il nous affirme très catégoriquement que ce moyen sera absolument légal. Quelques pages à peine séparent ces deux affirmations contradictoires.

Mais une autre contradiction, d'un caractère infiniment plus grave, frappe tout lecteur socialiste de Jaurès.

Comment ? se demande-t-on, Jaurès fait passer tous les Français « à l'état de crime » pour les méfaits de l'état-major, menace de soulever le peuple pour déli-

vrer Dreyfus et garde son sang-froid et sa longue patience d'évolutionniste pacifique lorsqu'il s'agit de la classe prolétarienne injustement bien que « légalement » condamnée à l'esclavage économique et intellectuel à perpétuité ! D'où cette inégalité dans l'indignation, dans la flétrissure, dans la hardiesse ? Là, une ardeur presque surhumaine, ici, patience, modération et évolution pacifique.

Si la solidarité et la responsabilité nationales existent pour Dreyfus, elles existent encore plus pour les souffrances et les crimes sans nombre dus à l'organisation sociale actuelle.

Si le prolétariat doit montrer « de l'esprit de suite et de la vigueur » pour délivrer Dreyfus de l'Ile du Diable, il se doit à lui-même cette vigueur pour sortir de l'enfer capitaliste.

Pourquoi le peuple doit-il attendre plusieurs périodes géologiques l'évolution pacifique extrêmement lente à venir, tandis qu'une *révolution immédiate* est appelée à libérer l'ancien officier d'état-major ? Et qu'est-ce que cette « révolution sociale » que Jaurès déclare mûre et prête à éclater précisément au moment de l' « Affaire », et qui se trouve ajournée *sine die* — à une date indéterminée — lorsqu'il s'agit d'émanciper les prolétaires du joug capitaliste ? Terrible et tonnant, pendant l'Affaire, Jaurès devient évangélique, « s'apaise en légalité » après l'avènement de son ami Millerand au pouvoir. Tel est l'effet de la *participation*.

Que doit penser le peuple d'une pareille sincérité ? La « réalité présente » dont

parle Jaurès est faite pour augmenter sa méfiance instinctive, quoique souvent injuste, vis-à-vis des « Intellectuels » et lui suggérer cette idée dangereuse que les socialistes sortis de la bourgeoisie sont plus sensibles aux « misères » de leur propre classe qu'à celle des ouvriers, Et cela peut être vrai pour ceux qui n'ont jamais connu la misère que par ouï-dire, pour ceux qui, dans le mouvement socialiste, n'ont éprouvé que la joie de voir leur ambition et leur besoin d'action satisfaits. De là, la peur bourgeoise de tout mouvement populaire spontané.

Jaurès, révolutionnaire pour Dreyfus et évolutionniste pacifique pour le peuple ! Voilà la contradiction cruelle que le tribun s'inflige à lui-même en se livrant corps et âme au ministérialisme contre-révolutionnaire.

Le prolétariat ne comprendra, n'excusera jamais cette contradiction. Elle est mille fois pire que celles que Jaurès attribue à la légère aux partisans du socialisme révolutionnaire dont, hier encore, il glorifiait la remarquable « netteté» d'esprit et « l'œuvre considérable ». Il sera tenté de dire : Un socialisme revu, corrigé et adapté aux exigences et aux besoins de la participation au pouvoir, révolutionnaire pour les privilégiés, pacifique pour les opprimés, identique à celui de M. le ministre, n'est pas du tout sérieux. Heureusement, il en existe un autre.

Les ministérialistes, en échange du socialisme révolutionnaire, nous proposent un vaste programme de réformes. Nous allons l'étudier dans son caractère, son but et sa tendance générale.

Réforme et Révolution

Les ministérialistes nous répètent tous les jours, avec une monotonie désespérante, qu'ils vont doter la classe ouvrière d'innombrables réformes, mais que les révolutionnaires les empêchent d'aboutir par leur attitude intransigeante.

Rien n'est plus contraire à la vérité.

Les socialistes révolutionnaires ont toujours formulé, à côté de leur haut idéal communiste ou collectiviste, une série de revendications dites « immédiates », à côté d'un programme *maximum*, un programme *minimum*. Il faut être aveuglé par une haine implacable de la Révolution pour le nier.

Nous avons cité, plus haut, le *Manifeste des communistes*, de Karl Marx et de Frédéric Engels, préconisant la Révolution violente comme une nécessité historique, inévitable et fatale. Or, le même *Manifeste* contient tout un programme de réformes dont l'accomplissement, pour la plupart, est possible déjà dans la société actuelle.

L'Internationale est restée fidèle à cet esprit du *Manifeste*. Nous relevons dans l'ordre du jour de sa première conférence, à Londres, en 1865, les articles suivants : impôts directs et indirects; réduc-

tion des heures de travail ; le travail des femmes et des enfants, etc., etc.

Tous les Congrès, de 1889 à 1900, qui sont bien les successeurs de ceux de la première Internationale, ont formulé, au nom des partis socialistes de tous les pays, des revendications *minima*, en exigeant de la société capitaliste qu'elle améliore, dans la mesure du possible, la situation de la classe ouvrière.

Le *Parti Ouvrier Français*, plus particulièrement pris à partie par les ministérialistes pour son manque de respect envers les réformes bourgeoises, consacre la plus grande partie de son programme et des considérants de celui-ci (70 pages sur 98, édition de Lille) au commentaire des revendications politiques et économiques immédiates. Lisez les discours prononcés par Jules Guesde à la Chambre, de 1897 à 1898 (1), et vous y trouverez la même préoccupation. On n'a qu'à se rappeler les principaux sujets de ces mémorables discours. Les voici : la journée de huit heures, le Conseil supérieur du travail, la question des sucres, les bureaux de placement, l'inspection du travail, les économats, les lois scélérates, la liberté communale, les retraites ouvrières, le suffrage universel, le travail à l'Exposition.

Je détache d'un de ses discours (séance du 15 juin 1896) la déclaration suivan-

---

(1) Voir *Quatre ans de lutte de classe*, Jules Guesde, édition de la librairie Jacques, 1, rue Casimir-Delavigne.

te, où se résume la conception qui les domine tous :

Elles (les masses) exigent que l'on fasse pour elles quelque chose, mais quelque chose qui ne soit pas un simple trompe-l'œil. *Elles ne demandent pas qu'à l'aide d'une baguette magique* (c'est pour M. le ministre !) *que vous n'avez pas et que nous ne possédons pas plus que vous*, vous transformiez la société d'aujourd'hui, société d'iniquités et de violences, en une société de justice, de bien-être et de liberté pour tous.... Ce sera l'œuvre et ce ne peut être que l'œuvre du peuple ouvrier et paysan s'accomplissant en dehors de vous.... car les assemblées ne sont que des chambres d'enregistrement ; ce n'est que quand une révolution est faite, qu'elles arrivent et la consacrent par des lois. C'est notre tâche, c'est notre mission historique ; *ce pourra être demain notre péril.* Mais ce que nous avons le droit d'exiger, c'est que vous soyez fidèles à vos propres engagements, c'est que, quand vous avez promis d'intervenir dans l'usine pour la protection le salut de la femme et de l'enfant, vous ne jouiez pas un double jeu, en reprenant d'une main ce que vous accordez de l'autre.

J'ai tenu à citer ce beau passage presque en entier, comme un exemple topique d'une affirmation nette et précise, qui est révolutionnaire et réformiste à la fois.

Au Palais-Bourbon, Jules Guesde ne renonce pas aux réformes au nom de la Révolution et ne trompe pas le peuple, ainsi que l'ont fait tant d'autres, en lui donnant de vagues réformes pour la Révolution.

Voici aussi comment Edouard Vaillant, du Parti Socialiste Révolutionnaire, se prononce au sujet des réformes partielles :

Si insuffisantes que soient les lois actuelles de protection ouvrière, et si peu coordonnées, *leur effet est cependant très sensible pour les catégo-*

ries de travailleurs protégés, et montre tout ce que l'on peut attendre de leur développement mieux ordonné.

Elles permettent déjà aux énergies supérieures, à l'élite du prolétariat, d'y trouver un abri, un recours contre la misère, et de se mieux organiser pour se mieux défendre. Abri bien incertain, il est vrai, car la maladie, l'accident, le désordre et les crises économiques en arrachent des multitudes de travailleurs pour les rejeter dans la foule misérable des indigents, des faibles et des sans-travail. (La *Législation ouvrière et l'hygiène*, publié par la Bibliothèque ouvrière socialiste, p. 48.)

Dans ces paroles décisives, nous avons toute la conception révolutionnaire de la réforme partielle, exposée d'une manière sobre et vraiment scientifique.

Les partis socialistes étrangers observent la même attitude.

En 1891, le Congrès d'Erfurt vote la résolution que voici :

Le Congrès déclare :

Considérant que la conquête du pouvoir politique est le premier et principal but vers lequel doit aspirer tout mouvement prolétaire conscient ; que cependant la conquête du pouvoir politique ne peut être l'œuvre d'un moment, d'une surprise donnant immédiatement la victoire, mais doit être obtenue par un travail assidu et persistant, par le juste emploi *de tous les moyens* qui s'offrent pour la propagation de nos idées et par l'effort de toute la classe ouvrière ;

. . . .

Le Congrès demande à ses représentants qu'ils travaillent énergiquement et sérieusement dans le sens du programme du parti, et qu'ils ne perdent jamais de vue le but intégral et final, *sans pour cela négliger d'obtenir des concessions des classes dirigeantes.*

Et nos ministérialistes nous servent leurs banalités enguirlandées des plus riches fleurs de rhétorique comme des

vérités jusqu'ici méconnues par les révolutionnaires, amants de la « phrase révolutionnaire ».

Sans vouloir insister outre mesure, voici encore une des plus récentes manifestations de la démocratie socialiste internationale où s'accuse le même esprit. Il s'agit de la résolution adoptée par le Congrès de Vienne (1901) et où on lit :

Le Parti démocrate socialiste autrichien poursuit *la protection légale* du *Standard of life* (*Lebenshaltung*) des classes travailleuses et lutte pour assurer au prolétariat l'influence qui lui est due dans tous les domaines de la vie publique.

Et plus loin :

La social-démocratie autrichienne représentera en tout temps, dans toutes les questions politiques et économiques, l'intérêt de classe du prolétariat et s'opposera énergiquement à tout *ce qui peut obscurcir et dissimuler les oppositions de classe aussi bien qu'à ce qui amènerait les ouvriers à servir les intérêts des partis bourgeois.*

Enfin, dans un livre récent, *A new catechism of socialism*, qui est un exposé remarquable des principes socialistes, nos amis E. Belfort Bax et H. Quelch, porte-parole autorisés du Parti social démocrate anglais, s'expriment ainsi :

Le socialisme est essentiellement révolutionnaire au point de vue politique ainsi qu'au point de vue économique... Mais en même temps les socialistes reconnaissent comme leur devoir d'adoucir, dans la mesure du possible, les effets désastreux des conditions existantes.

Toute l'action parlementaire du prolétariat international qui, dans son immense majorité, n'a pas renié la Révolution, est là pour témoigner que ces affirmations théoriques se traduisent journellement en action vivante et continue.

C'est donc dénaturer la vérité de la façon la plus scandaleuse que de déclarer que les révolutionnaires négligent les réformes partielles de nature à améliorer la situation de la classe ouvrière dans la société actuelle.

Mais il y a réformes et réformes. Il y a aussi plusieurs façons de les préparer et de les présenter. Il y a des réformes *pour* le peuple, comme il y en a *contre* le peuple. Il y a des réformes pour le socialisme, pour la Révolution. Il y en a aussi contre le socialisme, contre la Révolution. En un mot, il en est des réformes comme des syndicats : il existe *des réformes jaunes*, comme il existe des *syndicats jaunes*. Les ministérialistes n'ont pas découvert les réformes. Mais l'honneur leur appartient d'avoir, les premiers parmi les socialistes, adhéré à la réforme contre-révolutionnaire.

C'est ce que nous nous proposons d'établir dans le chapitre qui suit.

REFORME

CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

L'œuvre vaut surtout par l'idée qui l'inspire. — Millerand. 15 juillet 1900.

Dans les grands mouvements politiques et sociaux, on peut observer le phénomène invariable que voici : Lorsqu'un régime est à la veille de s'effondrer sous la poussée grandissante des nouvelles forces révolutionnaires, les partisans les plus éclairés et les plus prudents du régime mourant proposent une série de remèdes — en langage politique on les appelle des réformes — pour sauver leur client de la mort inévitable.

Pour conserver l'ancien régime avec son cortège de misères ses défenseurs se montrent généreux et prêts aux sacrifices. Le navire en détresse se propose de se débarrasser d'une partie de son chargement — pour sauver le reste. Nous pouvons observer ce phénomène, on peut même dire cette loi sociale, à tous les tournants de l'histoire humaine, au début de toute Ere Nouvelle.

En voici quelques exemples :

Aux quinzième et seizième siècles — pour ne pas remonter plus loin — les gens de l'Eglise cherchent en combattant ce qu'ils appellent les « abus », à préve-

nir la *Réforme*, pour *conserver* intégralement la suprématie du pouvoir papal sur le monde laïque. Plus tard, ce sont les hommes d'Etat de la monarchie héréditaire, les ministres de Louis XVI qui élaborent des réformes, pour *conserver* l'Ancien Régime, la tyrannie féodale et royale, et pour étouffer la Révolution dans l'œuf. Plus tard encore, c'est l'Empereur, le César qui joue au socialisme, qui invente les *Blouses Blanches* — les *Jaunes* de l'Empire — dirigées contre la Révolution sociale menaçante.

Tous ces sauveurs contre-révolutionnaires, partisans de la « conservation sociale » ont heureusement échoué. Ils n'ont arrêté ni la *Réforme* religieuse, ni la Révolution politique, ni le développement du socialisme.

Cependant, tenaces et ambitieux, hypnotisés par le désir du pouvoir et les avantages nombreux que les classes privilégiées sont en état d'offrir à leurs défenseurs et amis, ils ne cessent de renouveler leurs tentatives de « conservation sociale ».

C'est ainsi que le prince de Bismarck développa et accomplit tout un programme de réformes sociales dépassant de beaucoup l' « Œuvre » réformiste de M. le ministre du commerce chantée par M. Lavy. Il essaya de mettre dans son jeu Ferdinand Lassalle. Il est vrai que le célèbre organisateur de la Socialdémocratie allemande, plus fier, plus soucieux de l'indépendance socialiste, surtout plus prévoyant que M. Millerand et Jaurès, refusa de participer à cette œuvre de conservation et de duperie sociale entreprise par le chancelier de fer.

Après lui, c'est Guillaume II lui-même qui rêve l'établissement d'un Empire social. Il convoqua la fameuse Conférence pour la protection légale de la classe ouvrière. A vrai dire, la tentative échoua piteusement et il ne resta que M. Jules Simon pour chanter la gloire de l'*Empereur social.*

Lujo Brentano, le célèbre professeur de Munich, le chef le plus autorisé de la réforme sociale contre-révolutionnaire et du *socialisme de la chaire* (*Kathedersocialismus*), a clairement formulé la tendance et le but de cette sorte de *réformes.*

Parlant des réformes arrachées à la bourgeoisie anglaise par le prolétariat anglais, après une lutte acharnée de *trente* ans pour «la loi de dix heures» et par l'admirable mouvement *chartiste*, il se résume comme suit : « *Le principal* (*Die Hauptsache*), *et ce qui importe le plus*, est que (grâce à ces réformes) les revendications actuelles de la classe ouvrière anglaise *se trouvent en accord avec les conditions politiques et sociales du Régime existant, qu'il n'y a plus de parti dont le but serait la conquête du pouvoir par la classe ouvrière pour réorganiser la société dans son intérêt.*» (Lujo Brentano. *Das Arbeiterverhaeltniss*, p. 167, 1877.)

On ne peut plus cyniquement avouer que les réformes venant d'en haut ont pour but direct, pour but « principal », non l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, non le soulagement de sa misère, mais la « conservation sociale », c'est-à-dire le maintien éternel de l'*état de dépendance* de l'ouvrier, du « ré-

gime d'iniquité et de violence », en un mot, de l'esclavage à perpétuité. Décourager ou détruire chez le peuple tout noble effort indépendant, toute lutte révolutionnaire pour sa propre émancipation, tel est, tel fut et tel sera le but et le sens des réformes contre-révolutionnaires venant du Pouvoir établi, des classes dominantes. Ce sont, je le répète, des *réformes jaunes*. La haine ou la peur de la Révolution est leur raison d'être, leur justification sociale et politique.

J'affirme que tel fut et est aussi le but de l' « Œuvre de M. Millerand », ministre du commerce de la troisième République bourgeoise.

Plus que toute autre chose, je redoute qu'on me reproche des inexactitudes ou des exagérations. Aussi, veux-je prendre la preuve, décisive et irréfutable, de ce que j'avance, dans les paroles de M. Millerand lui-même. Voici comment M. le ministre lui-même a expliqué le sens et le but de ses réformes dans un discours prononcé le 23 juin 1900, au banquet du *Comité républicain du commerce :* « C'est surtout ici, dit-il. *dans ce milieu de commerçants et d'industriels*, que je suis heureux de constater à quel point l'union du parti républicain s'est faite dans le pays. *On n'évoquera plus le spectre de la défiance sociale pour apeurer la bourgeoisie*, (« Ayons peur de faire peur », n'est-ce pas, M. le ministre ?), lui faire croire que le péril vient du peuple. NON ! NON ! ON N'ARMERA PLUS L'UN CONTRE L'AUTRE LE PEUPLE ET LA BOURGEOISIE, OUVRIERS ET PATRONS, RÉPUBLICAINS

QUI ONT LA MÊME ORIGINE. » (Reproduit par le *Temps* du 24 juin 1900, p. II-III.)

L'organe le plus intelligent de la haute bourgeoisie avait donc pleinement raison de faire l'éloge de M. le ministre du commerce dans les termes que voici : « M. Millerand a pris, depuis un an, une forte leçon de *politique expérimentale*. Il sait maintenant qu'un gouvernement, quel qu'il soit, est avant tout obligé de *maintenir l'ordre* et, par conséquent, de faire marcher la police et la gendarmerie. Il sait même, depuis les événements de Chalon-sur-Saône (lisez : les massacres des ouvriers), dont *il a accepté la responsabilité comme ses collègues*, que cette obligation *de maintenir l'ordre à tout prix* peut, quelquefois, occasionner des *accidents* (*sic !*) douloureux.» (Le *Temps* 24 juin 1900, p. I.)

Et, en parlant de son discours précité, il ajoutait : « Il (M. Millerand) a donc *répudié avec éclat* la doctrine de la lutte des classes. Il a *proclamé avec insistance et solennité* l' « alliance de la bourgeoisie et des ouvriers ».Et, quant à l'avenir des ouvriers, *il s'est borné, sans plus parler des chimères collectivistes*, à leur promettre, *comme le plus prudent des philanthropes*, « plus de justice et de bien-être. » (Le *Temps. Ibidem.*)

Dans la Préface de M. Lavy au livre « *L'Œuvre de Millerand* », nous retrouvons, presque textuellement reproduit, le discours que je viens d'analyser. M. le ministre n'a pas changé.

M. Lavy, en outre, pour prouver qu'il respecte « les décisions de son parti » aussi bien que M. le ministre, proclame la « tactique de la participation et de l'alliance » des classes, des fusilleurs et des fusillés, comme « définitive ».

La réforme contre-révolutionnaire, le plus beau résultat de la *participation*, a trouvé son historien et son poète !

Et Jaurès se tait. Mieux encore, il approuve, il encourage.

Il me reste à montrer quelle est la conception *socialiste et révolutionnaire* de la réforme partielle.

RÉFORME ET SOCIALISME

Il y a un abîme entre la réforme socialiste et la réforme ministérialiste et contre-révolutionnaire, entre la réforme populaire et la *réforme jaune*.

Il y a, tout d'abord, entre ces deux sortes de réformes, une *différence de principe*.

Les ministérialistes considèrent le socialisme comme une série de réformes légales. La révolution sociale n'est pas à faire. Elle se fait tous les jours. Toute réforme prépare la société nouvelle. « Les réformes, écrit Jaurès, ne sont pas des adoucissants : elles sont des préparations. » Les ministérialistes considèrent la société capitaliste comme une femme légère qui, de concession à concession, en arrive à la capitulation suprême.

Telle est la thèse. Pour faire accepter cette thèse, — quelque peu légère, elle aussi, — les ministérialistes emploient un procédé simple et commode. Ils appellent de noms pompeux les choses les plus prosaïques du monde. La plus petite concession du ministère en mal de popularité devient « une étape ». La loi ouvrière la plus discutable devient un « nouveau droit » prolétarien, un précurseur d'une « ère nouvelle », la gloire d'un siècle. Pour embellir les plus pauvres réformes, les ministérialistes vont jusqu'à plagier la métaphysique. Les faits ne sont plus des faits. Ils deviennent des abris pour Idées Eternelles, des vases d'élection pour un contenu sublime. Et telle combinaison parlementaire ou gouvernementale s'élève, Hegel et Jaurès aidant, comme une expression de la Justice sociale, comme une des manifestations du Droit.On sacrifie au mythe métaphysico-théologique de l'Incarnation.

Malheureusement, les choses peuvent s'appeler autrement. Le « nouveau droit» prolétarien se trouve être une simple loi d'*assistance* et de pitié bourgeoises, ou « le gâteau jeté dans la gueule du Cerbère pour l'empêcher d'aboyer et de mordre ». (Jules Guesde.)

En effet, de deux choses l'une : ou les réformes ne touchent pas aux bases du système capitaliste : dans ce cas les réformes, même celles qui sont utiles au socialisme, ne sont pas encore le socialisme. Ou elles menacent d'ébranler le système de la propriété privée. Alors, la classe capitaliste s'en apercevra bien vi-

te. Elle leur opposera une résistance acharnée. La réforme devient révolution. Tout le reste, c'est « de la littérature » et de la métaphysique hégélienne ou jauresiste.

Les règles de la rhétorique ne s'opposent guère à ce que nous appelions avec Jaurès l'impôt, « un commencement d'expropriation », mais, d'autre part, la réalité nous enseigne que ce mode d' « expropriation », s'appliquant surtout à la classe ouvrière, n'est pas évidemment celui que nous désirons. Les socialistes ne veulent pas se contenter d'une « expropriation » allégorique, faite de métaphores. Autrement dit, une « expropriation » purement littéraire, verbale ou même juridique ne leur suffit pas Ils réclament une expropriation réelle et directe. Ils laissent les mots aux... amateurs. Ils demandent la chose.

Si le prolétariat a quelque chose à craindre, c'est que l'on ne substitue à l'éloquence des faits celle des mots, dont on a tant bercé le prolétariat — surtout le prolétariat français. — Le mérite éternel du socialisme scientifique consiste précisément dans ce fait qu'il a mis fin au règne de la phrase vide et grandiloquente. « Dans la Révolution bourgeoise, a écrit Marx, la phrase dépassait la réalité ; dans la Révolution prolétarienne, la phrase cède la place à la réalité. » En un mot, tant que la classe ouvrière n'aura pas mis la main sur tous les moyens de production, elle ne se croira pas — même avec plusieurs ministres socialistes — dans la société vraiment socialiste. Le

reste, c'est de la littérature ou de la métaphysique.

Il y a une autre différence entre la réforme socialiste et la réforme contre-révolutionnaire. C'est la *difference de l'attitude*. Le bourgeois considère toute réforme comme une *concession*. Comme toute concession, il la fait à contre-cœur et lorsqu'il y est contraint. Il propose donc le moins possible, le *minimum*. Le prolétaire, par contre, revendique son dû. Il réclame toujours le plus possible, *le maximum*. La différence est capitale. Elle a pour résultat nécessaire deux points de vue différents. Le point de vue du prolétariat, vis-à-vis des réformes, est un point de vue *critique*. Il cherche toujours à démontrer leur insuffisance. Il marque d'abord la distance entre le maximum demandé et le minimum proposé. Ensuite, il démontre que les réformes, une fois accomplies, laissent toujours le prolétariat à l'état de classe exploitée et dépendante.

On peut dire que le socialisme est né, politiquement et logiquement, de la critique des réformes partielles, proposées comme panacée, de leur insuffisance démontrée. Tous les partis réclament des réformes. Le parti socialiste seul les déclare insuffisantes pour nous délivrer des misères sans nombre du régime actuel.

Le point de vue de la bourgeoisie gouvernante, qui est celui de nos ministérialistes, est nécessairement celui de l'apologie. Pour faire accepter les réformes proposées, ils sont condamnés à en

exagérer l'importance. Plus grande en apparaîtra la valeur, plus sera grande l'importance des hommes politiques qui les ont accomplies. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à parcourir les journaux ministériels de ces dernières années, y compris ceux qui « se réclament du socialisme » ministériel.

L'opposition d'intérêts des classes en lutte se retrouve dans l'appréciation de l'œuvre réformiste s'accomplissant dans la société actuelle.

Enfin, entre la réforme ministérialiste et la réforme socialiste, il y a une *différence de but*. Pour le ministérialiste, la réforme est un moyen de domestication du prolétariat. Les gouvernants se posent en bienfaiteurs de la classe ouvrière, animés des sentiments généreux « de bonté et d'équité ». Pour le socialiste révolutionnaire, la réforme est un moyen de lutte, une arme de plus dans la grande bataille pour l'émancipation intégrale de la classe ouvrière et, avec elle, de toute l'humanité. La réforme contre-révolutionnaire amoindrit le prolétariat. La réforme populaire le grandit et le fortifie.

En résumé, les socialistes n'oublient jamais que les réformes ne font reculer que trop peu la misère envahissante, que, de plus, elles n'atteignent qu'une minime partie des victimes du régime capitaliste.

De là, souvent, des paroles de découragement et de désespoir chez des socialistes sincères en face des abîmes de misère que la réforme est impuissante à

combler. Les ministérialistes, satisfaits et heureux, ne comprenant pas cette exaspération légitime, en font grief aux révolutionnaires. Ils les accusent de négliger la réforme.

Le prolétariat se trouve dans le cas d'un individu condamné à rester sa vie durant dans une prison. Il lui arrive que l'on propose d'améliorer son *régime de prison*, de lui donner plus d'air, une meilleure nourriture. Dans la crainte de mourir d'inanition, il n'ose pas refuser les améliorations proposées. Mais il serait criminel et stupide que l'on en profitât pour lui faire oublier sa captivité. Tant que le prolétariat restera dans la prison capitaliste, il ne cessera de réclamer l'amélioration de son régime provisoire. Mais il n'oubliera pas pourtant qu'il importe avant tout d'abattre la prison elle-même.

Cependant, les ministérialistes se disent, eux aussi, des socialistes. Nous allons exposer quel est *leur* socialisme.

Socialisme de Gouvernement

Il est parfois difficile de connaître le nom des inventeurs. « Il en est des idées, écrit Proudhon, comme des machines. Nul ne connaît l'inventeur des premiers outils, la houe, le rateau, la hache, le chariot, la charrue. »

Heureusement, il n'en est pas ainsi pour le socialisme de gouvernement. Nous connaissons le nom de l'inventeur. Et, sans autres formalités, nous le livrons au grand public. C'est l'auteur d'un livre vraiment remarquable, — nous allons dire pourquoi, — intitulé : *Socialisme d'opposition. Socialisme de gouvernement et lutte de classe*, édité, en 1901, par un libraire socialiste, G. Jacques. Le nom de cet auteur est Joseph Sarraute.

Jaurès est, comme théoricien, le disciple de Sarraute. Ce disciple ne s'est jamais décidé, il est vrai, à exposer les idées de son maître, bien qu'il les partage complètement, avec la courageuse franchise et la lumineuse clarté dont celui-là fit preuve dans le livre précité.

Bernstein, lui, fut moins prudent. Il a déclaré, dans un compte rendu du *Vorwaerts*, accepter les principales idées de Sarraute. Sarraute a eu le courage de proclamer tout haut ce que Jaurès et ses amis pensent tout bas et ce qu'ils se disent probablement entre eux en attendant le moment propice pour exposer la doctrine du socialisme de gouvernement toute nue, dans une *Déclaration de Principes*. En un mot, si vous désirez savoir ce que pensent Jaurès et ses frères en ministérialisme, lisez et relisez ce qu'a écrit Sarraute.

Pour préparer et aussi pour faciliter cette lecture édifiante, je me permettrai de parcourir avec nos lecteurs les passages les plus décisifs du livre.

Au moment même où Jaurès et ses amis signaient des déclarations officielles préconisant de la façon la plus énergique la lutte de classe, Sarraute publiait dans la *Revue Socialiste* des articles (réunis depuis en volume) où il déclarait, et avec juste raison, qu'il y avait *deux* socialismes : un socialisme d'opposition, se basant sur la lutte de classe, et un *socialisme de gouvernement*, s'inspirant de l'idée de l'*union* des classes.

Lisez plutôt :

Le socialisme d'opposition suppose et ne suppose que la lutte de classe.

Le socialisme de gouvernement doit tenir compte, à côté de la lutte de classe, *de la solidarité des classes*. (L. c. p. 24.)

Et plus loin :

Tel est, semble-t-il, et tant qu'une nouvelle mentalité ne sera pas dégagée, l'avenir du *socialisme destiné à pénétrer peu à peu le ca-*

pitalisme, sans lui enlever *de longtemps encore ce qui*, au dire des marxistes, *a été sa grande mission historique : le rôle de « metteur en scène » des forces de production.*

Et c'est ainsi que derrière ces antagonismes de classe qu'aperçoit seul le socialisme d'opposition et d'utopie, apparaît aux regards du socialisme réaliste et qui bâtit sur le terrain solide de l'histoire cet intérêt commun de toutes les classes à une production active et progressive, intérêt si puissant *qu'il justifie et rend nécessaire* — dans nos conditions et notre mentalité — *une survie de l'énergie individualiste et de la forme capitaliste de l'organisation sociale.* (P. 55.)

Sarraute préconise ici la théorie de la *double pénétration*, chère à Jaurès. Il faut, avec l'aide des ministres socialistes *participants*, que le socialisme pénètre le capitalisme. D'autre part, le capitalisme se survivra à lui-même. Et nous retrouverons, dans la société socialiste elle-même, pour employer les mêmes expressions que le maître de Jaurès, « l'énergie individualiste et LA FORME CAPITALISTE DE L'ORGANISATION SOCIALE. »

On appelle cela « socialisme de gouvernement », c'est-à-dire socialisme adapté aux exigences et aux nécessités de la participation de M. Jaurès et de ses amis au pouvoir central de la bourgeoisie.

Tous les adversaires bourgeois du socialisme ne cessent de lui opposer, comme une justification de leur fin de non-recevoir, deux objections, qu'ils proclament eux-mêmes capitales : les nécessités de la production et le motif psychologique. Le progrès de l'industrie et la nature humaine se coalisent à la grande joie des classes dominantes

pour barrer la route à l' « utopie » collectiviste ou communiste.

M. Sarraute n'a pas manqué de trouver à ces objections, dont l'inanité avait été mille fois démontrée par tous les écrivains socialistes, une force invincible.

Il écrit :

L'idéal égalitaire et démocratique de la socialisation des moyens de production et d'échange se heurte aux *nécessités de production, aux prémisses psychologiques* qui en sont encore aujourd'hui la racine et doit forcément composer avec ces nécessités. (P. 48.)

Lorsque la classe capitaliste s'oppose aux revendications ouvrières, elle met toujours en avant les nécessités de la production, le prétendu intérêt de l'industrie nationale.

Au cours des trois volumes de son *Capital*, Marx ne cesse de répéter que, pour la classe capitaliste, le point de vue dominant est celui de la *production*. Produire pour le capitaliste, c'est produire de la plus-value, du profit. Il est donc tout naturel que ce soit cela qui intéresse M. Sarraute et ses disciples ministérialistes. C'est non *la distribution*, mais la PRODUCTION.

Il dit :

Le problème social est avant tout et en première ligne un problème de *production*. (P. 26.)

Combien de fois les socialistes de toutes les écoles ont-ils montré tout l'odieux tout le ridicule de la théorie de la prétendue harmonie des intérêts en lutte ainsi que de celle de l'équilibre de la société actuelle, laquelle, disaient les écono-

mistes bourgeois, résulte nécessairement de la grande loi de l'offre et de la demande ! Après l'analyse magistrale de Marx, surtout après la volée de verges administrée à *Schultze-Bastiat* par Ferdinand Lassalle, on avait généralement cru, même dans les milieux universitaires bourgeois, que cette théorie de l'harmonie et de l'équilibre, de la prétendue paix entre les loups capitalistes et les moutons ouvriers était morte et enterrée, bien morte, et définitivement enterrée. Eh bien ! non, M. Sarraute l'exhume et la fait revivre à l'usage de ses amis ministérialistes. Avec lui, nous revenons aux beaux temps de l'économie politique bourgeoise, que Marx avait coutume d'appeler l'*économie politique vulgaire*.

Grâce, écrit-il, au merveilleux mécanisme de l'offre et de la demande et au libre jeu des intérêts qui le supporte, c'est en quelque sorte d'une façon *automatique et par la puissance* sans doute toujours un peu désordonnée de *l'instinct* que *s'établit l'équilibre* entre la production et la consommation, que les besoins à peine éveillés sont épuisés et que le but final de toute organisation économique est atteint. Mais remplacer cette *harmonie instinctive* par les *calculs d'une raison souveraine* chargée de lire dans les cerveaux et dans les cœurs, de suivre pas à pas les variations des besoins, les fantaisies et les caprices des millions de citoyens qui composent l'Etat, de régler la production d'après ces désirs et ces besoins, d'être en un mot la tête de ce corps gigantesque sans mouvements réflexes et dont les moindres vibrations seraient conscientes et calculées, *telle est la tâche audacieuse dont on voudrait investir non pas un Dieu, mais un tyran ou un comité de salut public entre les mains de qui devrait nécessairement abdiquer la nation souveraine.* (L. c. p. 46.)

Ici, par la bouche de M. Sarraute, le théoricien du socialisme gouvernemental, ce sont les morts qui parlent : les Bastiat, les Garnier, les Mac Culloch, les Schultze-Delitsch, les Storch, les de Molinari, les P.Leroy-Beaulieu.Tous sont ressuscités sous la plume d'un « socialiste » gouvernemental.

Et c'est avec ces vieilles rengaines bourgeoises que l'on cherche à mettre en poussière le socialisme révolutionnaire et scientifique inspiré par la pensée nette et précise de Karl Marx, qui ne dissimule pas la réalité capitaliste, l'âpre lutte des intérêts sous un amas de mots et des raisonnements saugrenus.

Il est vrai que M. Sarraute parle parfois de la lutte de classe,comme en parle assez souvent M. Jaurès, mais c'est pour la mieux enfouir dans la tombe de l' « Absolu », pour la reléguer dans le pays légendaire d'Utopie.

Nous n'avons pas épuisé toutes les beautés du socialisme de gouvernement.

Il y en a d'autres.

SOCIALISME DE GOUVERNEMENT

(Suite.)

Le socialisme de gouvernement a besoin de « la masse compacte », de la « majorité » pour gouverner et pour maintenir par force, dans une sorte d'équilibre instable, les intérêts opposés, les intérêts en lutte. Voilà pourquoi il est toujours à la recherche d' « unités » plus ou moins factices. A la lutte vivante des classes, il oppose une vague et confuse « unité » nationale. Ecoutons les déclarations à ce sujet de M. Sarraute, inspirateur théorique de M. Jaurès :

Si le *socialisme d'abstraction*, écrit-il, *et d'opposition révolutionnaire* qui constamment suppose comme condition et point de départ de son action ce qui ne peut être que le résultat et le terme d'une longue évolution, si ce socialisme, *planant au-dessus des réalités, écarte le problème des nationalités* en les supprimant, *les unités nationales n'en existent* pas moins aussi vivantes et ardentes. Et le *socialisme* qui descend des *hauteurs pour se mêler à la vie* et lui donner son empreinte, le *socialisme réaliste* se heurte à cette *nouvelle difficulté et doit encore une fois composer avec elle.*

Nous trouvons donc ici, *entrecroisant et amortissant les chocs des classes, une nouvelle force, la force nationale*, qui, en même temps qu'*elle est une source de guerre au dehors*, *est un agent puissant de pacification au-dedans*. (L. c. p. 59)

Ou encore :

La lutte de classe doit descendre des hauteurs où l'a élevée l'abstraction et *prendre sa place naturelle dans la réalité.*

Les « idéalistes » sociaux, soit dit en passant, — les partisans du « retour à Kant » aiment bien « la réalité », non la grande réalité de demain, mais la petite réalité vulgaire, la réalité du *moment*, de tous les jours, celle qui rapporte. Mais passons et poursuivons.

Elle (la lutte de classe) doit être notamment, continue Sarraute, replacée dans *le cadre national* où elle s'exerce et qu'elle ne franchit pas. *A côté de l'antagonisme d'intérêts à l'intérieur et de la lutte pour le partage du produit prennent place la communauté et l'harmonie des intérêts contre l'extérieur* pour la formation *du revenu national :* réservoir commun où puisent prolétaires et capitalistes, et d'autant plus *abondamment qu'il est mieux alimenté.* (p. 56.)

Le parti socialiste, la science sociale elle-même, a eu beaucoup de peine à se débarrasser des notions vagues, abstraites et générales pour en arriver aux réalités concrètes bien définies et exactement circonscrites. Le progrès de la pensée se résume en ces deux mots : il va du vague au précis, de l'abstrait au concret, du général au particulier, du mot à la chose. Tel fut aussi le chemin parcouru par la pensée politique, par la pensée sociale. Là où l'on disait autrefois : nation, on dit aujourd'hui : classe. Les politiciens pêcheurs en eau trouble, confusionnistes par intérêt et par goût, parlent de la solidarité nationale. Les socialistes désirant voir clair dans la réalité embrouillée, se refusent à sacrifier

au mythe de l' « unité nationale », et constatent plutôt la solidarité de classe, palpable et évidente, celle d'une classe déterminée qui vit, souffre et combat.

Le politicien bourgeois ou le « socialiste » gouvernemental — cela ne fait qu'un — est un amateur du vague et constate volontiers la présence d'une *idée nationale*, d'un *intérêt national*, *de la richesse nationale*. Le socialiste révolutionnaire, qui a le mépris de la phrase, qui est le déchireur de voiles par excellence, oppose à ces unités métaphysiques et abstraites — en tout cas secondaires— des unités réelles et concrètes. Il remplace l'idée nationale par l'idée prolétarienne de la propriété socialisée, l'intérêt national, masque éternel du flibustier de toutes les époques et de tous les pays, par l'intérêt vital des classes productrices opprimées, la prétendue richesse nationale par la constatation de la trop réelle *misère populaire*. Il remplace ainsi les nuages de l'abstraction, le mensonge idéologique par des notions exactes et concrètes, par la vérité révolutionnaire. *Il dit ce qui est*. Et dire ce qui est, c'est déjà un fait révolutionnaire, disait Lassalle.

Le « socialiste » de gouvernement fait le chemin inverse. Il demande « le retour » à la phrase, au mot vague, à l'équivoque réactionnaire, à la notion *non différenciée*. Il retourne à l'époque *préhistorique* et *antescientifique* de la pensée socialiste ou sociale même. Confusionniste, il a une prédilection marquée pour tout ce qui est confus, pour les *états intermédiaires*, où les contours clairs et précis disparaissent, où commence le

règne des *compromis*. Le « socialiste » de gouvernement est le théoricien des *crépuscules*, état intermédiaire, sorte de *compromis* entre le jour et la nuit où luttent les lueurs mourantes et les ténèbres naissantes. Il invoque triomphalement ces instants fugitifs de trouble et d'hésitation contre ceux qui opposent la clarté du jour à l'obscurité épaisse de la nuit. Autrement dit, à ce grand fait de la lutte de classe qui domine notre vie sociale, il oppose des éléments déclassés, — qui existent en effet, — vivant en marge des classes constituées et organisées, mais qui ne jouissent que d'une vie éphémère et dépendante.

Cette erreur logique, cet état de trouble psychologique devient un danger social, lorsqu'on cherche, comme le font Sarraute et son disciple Jaurès, à enrayer le *progrès acquis* par le parti socialiste — et au prix de quels sacrifices ! — pour faire retour au *nationalisme* bourgeois. Oui, je n'hésite pas à proclamer que les ministérialistes tombent— sciemment ou non — dans le nationalisme. Les *Millerand, les Jaurès, ainsi que leurs amis, sont des nationalistes bien élevés*, qui remplacent la matraque par le fusil Lebel, les idées baroques des Drumont et les hurlements des Guérin par des abstractions métaphysiques.

Comme toujours, Sarraute trahit le secret de nos ministérialistes en proclamant tout haut leur pensée intime. Il justifie — avec des précautions oratoires — le nationalisme, les guerres industrielles, la flibusterie coloniale. Pour s'en convaincre, lisez ceci :

> *Si délicate soit-elle*, à raison surtout des excitations chauvines et de la folie démagogique des matadors nationalistes, cette question ne saurait être écartée par le cri de « A bas les frontières ! » qui n'abat rien du tout et qui n'est que l'autre extrême non moins démagogique dont ne peut se contenter un parti politique conscient de sa responsabilité. *L'intérêt national est une réalité dont il faut tenir compte, c'est le grain de vérité* qui alimente les *exagérations* nationalistes, leur donne une *apparence de justification* et *explique* leur propagation contagieuse. (L. c. p. 62 et 63.)

Ou plus loin :

> Il ne faut pas se le dissimuler, *cette politique de réformes est intimement liée à la prospérité de l'industrie nationale* qui en constitue le plus solide atout. Par là s'explique, chez les socialistes enclins à la réforme, la préoccupation *manifeste des intérêts nationaux. Sic!*) Comme l'a fait justement remarquer *Bernstein*, l'opposition de la démocratie socialiste allemande à la politique coloniale *n'est pas tant une opposition de principe* qu'une opposition presque exclusivement politique motivée par la défiance de ce parti vis-à-vis du gouvernement et par les procédés souvent barbares de la civilisation moderne. (L. c. p. 68.)

Les « socialistes » de gouvernement, en acceptant toutes les idées fondamentales et directrices du nationalisme, tout son bagage idéologique, — unité nationale, intérêt national, richesse nationale, — se rangent eux-mêmes parmi les nationalistes avancés. Bientôt, la *participation* aidant, ils seront amenés, par la force des choses, à appliquer le programme nationaliste. Certains votes, au cours de la dernière législature, justifiés ou absous par leur Congrès, en sont des signes précurseurs. Voilà pourquoi aussi ils écrivent dans leur *Déclaration de principes* — où ils découvrent d'ailleurs des origines *nationales* à *leur* socialisme — au lieu de l'*action* internationale « préco-

nisée par nous », l'*accord* international — toujours le vague ! — Mais cet accord lui-même n'est-il pas un mensonge en face de la justification des guerres industrielles, de l'approbation donnée à la politique coloniale, du caractère sacré attribué aux intérêts nationaux ? En trahissant l'idée de la lutte des classes, les ministérialistes trahissent du même coup l'idée de la solidarité internationale.



Socialisme et Démocratie

Toute la prétendue originalité du socialisme de gouvernement consiste dans le fait d'avoir noué un lien entre le socialisme et la démocratie.

La *Déclaration de principes* votée à Tours débute par le passage suivant :

« Le socialisme procède tout ensemble du mouvement de la démocratie et des forces nouvelles de la production. »

Rien n'est plus faux, plus antihistorique et plus antiscientifique que de déduire ainsi le socialisme de la démocratie politique. D'abord, c'est une erreur presque grossière de raisonnement. Le socialisme ne saurait être la simple application du principe démocratique. Le principe démocratique est un principe de gouvernement, d'administration. C'est un déplacement de direction, du pouvoir politique. C'est la fonction gouvernementale remise, *en principe*, entre les mains de la collectivité. C'est essentiellement, un changement de forme.

Le socialisme, par contre, est un changement du système de propriété, un déplacement des choses. C'est une transformation du fond.

Le socialisme et la démocratie présentent donc deux phénomènes d'ordre différent, l'un politique, l'autre économique.

Et représenter le socialisme comme l'application de la démocratie équivaudrait à dire que le thermomètre est l'ap-

plication du système métrique à la mesure de la température. La démocratie règle directement les relations politiques des membres de la cité. Le socialisme transforme *avant tout* les rapports entre les *hommes et les choses*, entre l'ouvrier et son instrument de travail. Dans la société capitaliste, l'ouvrier est l'esclave de la machine et machine lui-même. Il en sera le maître dans la société socialiste. En voulant déduire le socialisme de la démocratie on commet un non-sens logique.

C'est aussi une double erreur historique. Tous ceux qui ont étudié le socialisme savent qu'il y a eu des socialistes, des écoles socialistes pour concilier le socialisme avec toutes les formes politiques imaginables. Le communisme de Platon est aristocratique, celui de Campanella théocratique. Robert Owen s'adressait aux monarques réunis à Aix-la-Chapelle en les suppliant de « régénérer » la société. Saint-Simon espérait en Bonaparte. Et les Saint-Simoniens du second Empire n'ont pas déserté la tradition. Les fouriéristes prêchaient l'indifférence politique, etc., etc.

Et, si nous sommes maintenant des républicains convaincus, ce n'est pas parce que nous attribuons une importance quelconque au jeu de mots de Jaurés, que « la République est le communisme politique » (pourquoi pas *l'oligarchie socialisée ?*), mais parce qu'en hommes libres nous tenons à supprimer tout esclavage politique aussi bien qu'économique, la monarchie aussi bien que le parlementarisme bourgeois, le régime politique bourgeois aussi bien que l'ex-

ploitation capitaliste. Dans l'ordre politique, nous demandons le gouvernement du peuple par le peuple lui-même, son gouvernement direct dans la mesure du possible et de l'utile, dans l'ordre économique la réalisation intégrale de notre but communiste. Nous ne pouvons en dire ici plus long.

Les « socialistes » confusionnistes de la *Déclaration* commettent une autre erreur historique. Tout en s'intitulant souvent « marxistes » (aussi souvent qu'antimarxistes), ils ignorent le premier mot de la méthode historique de Marx. Elle est simple et féconde. Marx ne se représentait pas l'histoire des sociétés humaines comme une série de travestissements de l'Idée, laquelle serait une personne légendaire voyageant *incognito* d'une période à l'autre de l'histoire humaine et changeant dans son voyage mystérieux de nom et de costume, s'appelant tantôt démocratie, tantôt communisme. Marx, en véritable homme de science, savait que toute période historique a *sa physionomie propre*.

Et on ne peut pas arracher la démocratie de son milieu historique, la vider de son contenu bourgeois et la baptiser Communisme... politique. Pour prendre la chose au mieux, c'est encore de la littérature. Ce n'est pas de la science.

Notre démocratie est une démocratie bourgeoise, ayant des origines bourgeoises et une signification bourgeoise. La démocratie bourgeoise représente aussi peu le communisme que l'adultère représente la famille communiste de l'avenir.

Nos bons confusionnistes ne se sont

même pas posé la question suivante : « Si le socialisme est le fils de la démocratie, comment se fait-il que des pays aussi éminemment démocratiques que les Etats-Unis, la Suisse, etc. possèdent les partis socialistes les plus faibles, et que, par contre, dans des pays monarchiques comme l'Allemagne et la Belgique, les partis socialistes forment de grands et puissants organismes ? »

Mais, si la nouvelle filiation du socialisme n'a pas de justification théorique, elle a, comme disent les philosophes, « une raison suffisante » toute *pratique*, comme, d'ailleurs, toutes les théories de nos faux « idéalistes», qui sont avant tout des hommes « pratiques ».

Ecoutons à ce sujet encore une fois Sarraute, le grand révélateur des secrets ministérialistes. Voici ce qu'il écrit dans son livre « Le socialisme de gouvernement, etc., » p. 79 :

C'est la gloire de la République, c'est le grand rôle historique et social de la démocratie politique d'avoir donné à la fois le coup de grâce à la tyrannie et à la révolution et d'avoir réconcilié les partis et les classes dans l'égalité politique et le suffrage universel.

La démocratie est le lien le plus puissant qui rattache les classes ; elle a enlevé aux diverses couches sociales les procédés barbares au moyen desquels ils manifestaient leur force ; elle leur a donné à tous le même instrument à la fois puissant et pacifique, la balance automatique où le poids des bulletins, la *volonté de la majorité font foi*

Et dès lors, *à quoi bon la violence ?*

La théorie des majorités comme source unique des transformations sociales, préconisée par Jaurès et démentie par

l'histoire est l'application de la doctrine démocratique de Sarraute, qui l'a empruntée à Bernstein, lequel, à son tour, est allé à l'école du professeur bourgeois Julius Platter.

En faisant procéder le socialisme de la démocratie, on a encore un autre but. Cette théorie sert admirablement les combinaisons électorales. Elle est plus électorale que scientifique. C'est un moyen de recrutement pour le ministérialisme, dont la devise est exactement l'opposé de celle de Lassalle, ainsi formulée :

Flectere si nequeo superos, Acheronta movebo.

En bon français : Le ministérialisme préfère s'appuyer sur les classes moyennes ou « supérieures » plutôt que sur la masse des travailleurs.

N'oublions pourtant pas un détail assez important de la doctrine du socialisme de gouvernement. M. Sarraute, déjà cité, qui a le culte de la légalité, tente, à l'usage de ses amis, une petite justification des massacres de grévistes. Il est utile de la citer en entier :

Et il est regrettable que des personnages qui jouent aux chefs révolutionnaires et aux généraux prolétariens excitent, sur le champ de grève, à la violation de la légalité, *pour venir ensuite pérorer contre des massacres dont ils sont eux-mêmes les premiers auteurs responsables*. Le respect de la loi dans un Etat démocratique est une nécessité aprioristique. (C. p. 83).

Nos socialistes légalistes et bons démocrates se déclarent partisans de la légalité bourgeoise, née dans le sang, maintenue par la menace perpétuelle de l'application de la loi de sang. *La léga-*

lité bourgeoise, c'est la violence passée à l'état chronique. On ne l'aperçoit pas, comme on ne s'aperçoit pas de l'air que l'on respire. Nos démocrates « socialistes » légalistes se mettent du côté de l'armée, de la police, du gendarme, en un mot du côté de la violence bourgeoise, contre la violence révolutionnaire, la seule qui mettrait à jamais fin à toute violence. Les amis de M. de Galliffet traitent les révolutionnaires de violents ! Quelle comédie !

La légalité démocratique, bourgeoise, c'est de la violence, avec de l'hypocrisie en plus.

On peut et l'on doit montrer les contradictions, *toutes* les contradictions du régime actuel. Et quelle contradiction plus flagrante que celle que présente la situation de l'ouvrier armé du bulletin de vote, souverain de carton et esclave réel de l'atelier capitaliste ?

On peut et l'on doit apprendre aux socialistes que le socialisme n'est pas la réalisation d'un « plan » d'un ou de plusieurs ministres « socialistes » au pouvoir bourgeois, mais le résultat inévitable de l'évolution *intégrale* de l'humanité.

On peut et l'on doit affirmer, partout et toujours, que le socialisme moderne exclut impitoyablement toute tyrannie, toute tutelle politique.

Mais, de là à la théorie mystique de la *transubstantiation* de la sainte démocratie bourgeoise en communisme pur, il y a un abîme.

Nous avons indiqué quelques traits dominants du ministérialisme.

Il nous reste à conclure.

LE NEO-SOCIALISME

Nous voulons, nous, une unité vraiment révolutionnaire d'où seront rigoureusement exclus tous les éléments de corruption et de décomposition socialiste.

(Socialisme ministériel
par la citoyenne Sorgue).

Je me résume. Le ministérialisme a rendu de grands services au socialisme. Il a clarifié la situation. Il a montré les hommes et les choses sous leur vrai jour, il a ouvert les yeux aux plus aveugles, du moins à tous ceux qui ne sont pas intéressés à l'être. On peut même prétendre que le ministérialisme fut pour l'état-major de la Nouvelle Méthode ce que l'Affaire Dreyfus *aurait pu être* pour l'état-major militariste; il l'a découvert. Toutes les grandes « idées » du règne de Jaurès et de ses amis ont passé par le ministérialisme; grâce à ce puissant réactif, nous sommes en état, en ce moment, de connaître leur véritable caractère, les éléments qui les composent.

Tout le monde les connaît. Ce sont : « l'Unité », « les réformes », « le culte de la légalité pacifique », « les idées humanitaires », « la démocratie républicaine ».

Passons-les rapidement en revue pour savoir ce qu'elles sont devenues sous

l'empire du ministérialisme, pivot de la *Nouvelle Méthode.*

L'Unité ! En adhérant à l'idée de la participation des socialistes au pouvoir central de la bourgeoisie, Jaurès savait bien qu'il jetait un brandon de discorde dans le camp socialiste. Il en fut averti par la consultation internationale qu'il avait provquée lui-même et dont le résultat fut un rejet *unanime* de la *participation.* Jaurès, pourtant, n'a pas hésité. Il a sacrifié l'Unité, qui lui avait valu tant d'amitiés sincères et durables, au ministérialisme quand même, envers et contre tous. Ses amis mêmes ont dû l'abandonner à son rêve du pouvoir partagé avec nos pires ennemis.

Les réformes ! Nous avons montré que, grâce au ministérialisme, elles ont pris un caractère contre-révolutionnaire. Leur but avoué et proclamé devient la « conservation sociale ». C'est la réforme *jaune*, destinée non à réveiller le peuple, mais à l'endormir, pour le mieux domestiquer, pour le river définitivement à la chaîne capitaliste. George Sorel, un remarquable sociologue, fut parmi les premiers à le constater.

En 1901, il écrivait, dans l'*Avenir socialiste des syndicats :* « Millerand semble complètement acquis aux idées des catholiques sociaux » (celles de « la paix sociale »). M. Millerand, M. Jaurès et leurs collaborateurs sont devenus les piliers de la légalité capitaliste, *les apôtres du désarmement général du peuple révolutionnaire.* Comme les pharisiens de tous les âges, ils vont répétant : « Paix, paix », partout où sévit la guerre sociale sans trê-

ve ni répit, accumulant des hécatombes prolétariennes.

Les idées humanitaires ! La Vérité ! La Justice ! C'est la campagne au nom de la Justice, au nom de la Vérité qui a rendu un moment Jaurès et ses amis extraordinairement populaires. Ils semblaient incarner toutes les grandes idées générales et généreuses.

Des siècles d'éducation idéologique et spiritualiste ont habitué le peuple à lier à ces mots une pensée de plus d'égalité réelle, de plus de bonheur. Les ministérialistes se sont chargés de le détromper. Ils ont fait de la campagne pour la Justice un marchepied pour atteindre au pouvoir ministériel. La « Vérité en marche », arrivée au seuil du cabinet Waldeck-Millerand, s'est trouvée exténuée, brisée de fatigue et a refusé net de « marcher » plus loin. L'amnistie des faussaires fut votée. Le but était atteint. Millerand et par lui Jaurès étaient au pouvoir. L'idéalisme fut sacrifié à l'arrivisme. Les disciples de Malon, qui fut un penseur naïf, mais sincèrement idéaliste, ont adopté le système des « moyens pratiques » en abandonnant l'idéal communiste *intégral* aux marxistes, ces affreux « matérialistes », lesquels refusent — ô ironie délicieuse des choses ! — de partager le gâteau ministériel avec M. de Galliffet. Les « matérialistes », les marxistes « orthodoxes » restent inébranlablement fidèles à l'*idéal* socialiste, aux convenances socialistes, à la tradition socialiste, tandis que nos faux idéalistes se révèlent de plus en plus hommes de toutes les compromissions, de toutes les ab-

dications humiliantes devant les pouvoirs établis et triomphants. Et cela ne peut être autrement. Idéalisme et arrivisme s'excluent mutuellement. Ceci tue cela.

Les ministérialistes ont démontré qu'il y a un abîme entre leurs *affirmations* les plus solennelles et leur manière d'agir, entre leurs Déclarations et leurs actes.

Comme tous les partis du passé, le « socialisme ministériel » *fait* le contraire de ce qu'il *prêche* publiquement.

L'Evangile — cette *Déclaration de principes* du christianisme — faisait bon ménage avec la plus monstrueuse iniquité sociale, avec la féodalité, avec l'Inquisition, etc., etc. Sous l'égide de la Déclaration de principes bourgeoise : liberté, égalité et fraternité, l'exploitation capitaliste et la lutte des classes ont atteint leur maximum d'acuité. Et, pour arriver à une époque récente, jamais l'ambition et l'intérêt personnels ne se sont étalés aussi cyniquement que durant les trois dernières années pendant lesquelles on n'entendit parler que de la « Justice et de la Vérité » !

En faisant des *Déclarations* socialistes, nos ministérialistes — nous l'avons prouvé — n'ont pas cessé de démolir de fond en comble les principes socialistes et révolutionnaires. Ils ont nié la lutte des classes et préconisé la collaboration des classes. Ils ont renié l'internationalisme en justifiant la politique coloniale et en s'aplatissant devant le Pendeur. Ils ont renié la Révolution au profit de la légalité démocratique au nom de laquelle on fusille les ouvriers en grève. Ils ont accepté le

vote du budget de la société capitaliste qui, entre autres, contient les dépenses militaires.

Leurs députés ont, par leurs votes, approuvé les plus terribles cruautés commises en Chine et ailleurs. Ils ont bafoué, calomnié tous les militants socialistes qui ont créé le mouvement socialiste moderne en France. Se mettant à la disposition du gouvernement, leur presse a entrepris toute une campagne pour « assagir » le peuple et ridiculiser son sentiment révolutionnaire, sa tradition révolutionnaire. La place nous manque pour tout énumérer.

Le Manifeste publié par le P. O. F. et le P. S. R., en juillet 1899, en parlant de la « déviation socialiste » fut trop modéré. Il n'a pas prononcé le seul mot qui convienne à la tactique ministérialiste de MM. Millerand, Jaurès et de leurs complices : *la désertion des principes socialistes.*

Le régime capitaliste est un régime de falsification par excellence. On cherche en ce moment à substituer au socialisme révolutionnaire un néo-socialisme sans principes et sans organisation. L'Unité révolutionnaire, qui se compose des vieilles organisations restées fidèles aux principes et à la tactique socialistes, est une puissante ligue contre la falsification des produits... socialistes.

C'est un devoir de socialisme et de simple honnêteté d'y adhérer !

J'y adhère de grand cœur. Que tous les socialistes et tous les prolétaires en fassent autant, et le ministérialisme aura vécu.

Paris. — Imp. Centrale de la Bourse (ALCAN-LÉVY et Cie)
117, rue Réaumur

FL. 30-3-64